

BUDGET 2020-2021 (préliminaire)

BUREAU DES GOUVERNEURS / BOARD OF GOVERNORS
5 mai 2020

COMITÉ DES FINANCES ET DE TRÉSORERIE – THE FINANCE AND TREASURY COMMITTEE

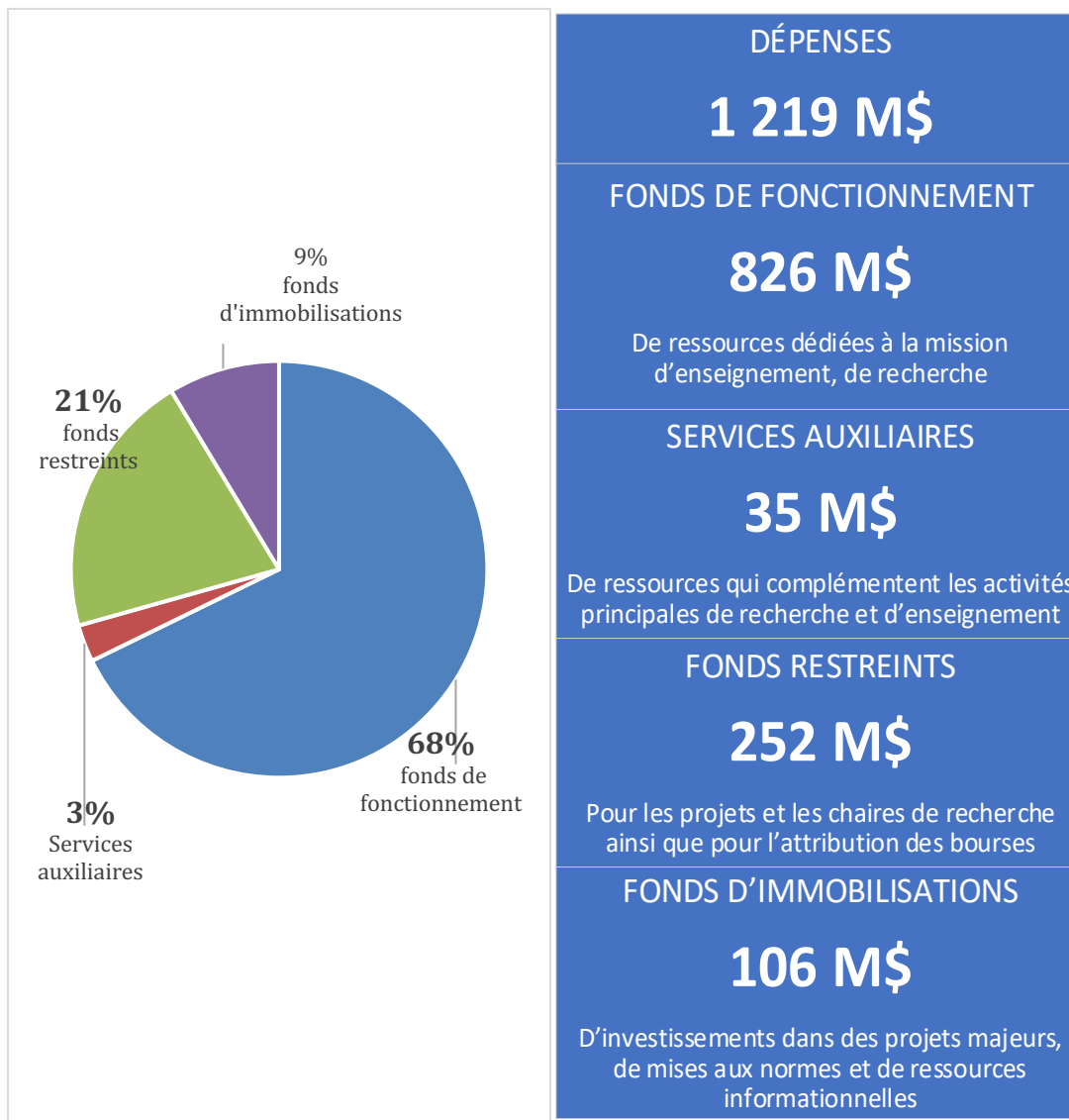
Ressources financières
Financial Resources



uOttawa

BUDGET AVANT LA COVID-19

Le budget total de l'Université d'Ottawa est composé de cinq fonds gérés selon des règles particulières. Le fonds de fonctionnement, les services auxiliaires et les fonds restreints couvrent le financement des activités d'enseignement et de recherche ainsi que des services à la collectivité, tandis que le fonds d'immobilisations et le fonds de dotation permettent de soutenir les activités d'enseignement et de recherche.



Introduction

La pandémie mondiale de COVID-19, qui a coïncidé avec la fin du processus budgétaire à la mi-mars 2020, a entraîné un retard d'environ trois semaines dans le processus budgétaire en cours. L'administration a immédiatement commencé à estimer l'impact financier sur les exercices 2019-2020 et 2020-2021 et à suivre les coûts réels. Ce montant a été estimé à 12,2 M\$ pour 2019-2020, y compris les dépenses supplémentaires et les pertes de revenus, et nous nous attendons à ce que les effets se fassent aussi sentir sur le prochain exercice.

Le budget pré-COVID-19 est un budget de base qui était accompagné d'un processus budgétaire robuste et avait fait l'objet d'un examen rigoureux du comité du budget de l'Université avant la pandémie. Le développement le plus récent comprend des hypothèses « post-COVID-19 » fondées sur les faits connus. On s'attend à ce que ces hypothèses changent en raison de l'instabilité de la situation actuelle, mais l'administration les révisera périodiquement et adaptera les rapports en conséquence. Le poste des droits de scolarité est sans doute le poste de revenus qui aura la plus grande incidence sur la capacité d'équilibrer le budget en 2020-2021. C'est un poste très instable, car le nombre d'inscriptions est fondé sur des hypothèses, dont le fondement est expliqué plus en détail à la page 9.

Avant la pandémie, des pressions persistantes s'exerçaient déjà sur la santé financière de l'Université, en raison principalement de la demande constante de locaux et de bâtiments, et de l'augmentation du coût de la main-d'œuvre. Mais le facteur qui aura le plus d'incidence est le fait que l'Université entame la deuxième année d'une réduction des droits de scolarité imposée par la province – 10 % la première année et un gel la deuxième année –, ce qui a entraîné une perte de revenus de 33 M\$ en 2019-2020 et en entraînera une de 45 M\$ en 2020-2021.

Depuis le début de la pandémie, de nombreux services de l'Université ont brusquement été convertis en services à distance, notamment les derniers cours du trimestre qui ont dû se donner virtuellement, et des professeurs et du personnel travaillant de la maison. Pour tenir compte des nouvelles directives des autorités provinciales et fédérales de la santé publique, on a demandé aux étudiants de quitter les résidences et prévu des modes d'enseignement à distance pour leur permettre de terminer l'année universitaire. À ce jour, pour l'exercice 2019-2020, l'Université d'Ottawa a enregistré des coûts supplémentaires et des pertes de revenus totalisant

4,3 M\$, et nous nous attendons à ce que d'autres coûts soient reportés en 2020-2021, coûts qui ont été budgétés en conséquence.

Le plan stratégique, *Transformation 2030*, repose sur quatre piliers : plus d'agilité, plus d'interconnexion, plus d'influence et plus de durabilité. L'Université s'appuiera sur des aspects particuliers de ces quatre piliers pour faire face à la situation actuelle en misant tout particulièrement sur la recherche de pointe et l'excellence académique.

Plus d'agilité

- Être novateurs et exhaustifs dans nos approches d'enseignement et d'apprentissage
- Être agiles et ouverts dans notre offre de programmes

Plus d'interconnexion

- Connexion avec la technologie
- Connexion avec nos partenaires : cultiver l'engagement communautaire et les partenariats pédagogiques, industriels et de recherche avec les secteurs public et privé
- Connexion avec nos diplômés, nos donateurs et nos bénévoles

Plus d'influence

- Mettre au point des initiatives de recherche qui ont un grand potentiel d'impact aux niveaux local, national et international
- Améliorer l'expérience étudiante – cultiver un plus fort sentiment d'appartenance et offrir une expérience éducative de grande valeur

Plus de durabilité

- Favoriser une culture de développement durable qui promeut le bien-être, valorise la diversité et favorise la mobilisation du personnel et de la population étudiante
- Veiller à ce que la croissance responsable et durable de nos infrastructures crée un cadre de viabilité financière à long terme

Budget consolidé

Le tableau ci-dessous présente le budget consolidé de l'Université, avant la pandémie de COVID-19 et après. La ligne 1 de la colonne C montre les résultats du

fonds de fonctionnement avant pandémie et fait état d'un déficit de 5,7M\$ et à la ligne 6, un déficit consolidé de 8,4M\$ avant les hypothèses en lien avec la COVID-19. La colonne D montre l'impact financier de la pandémie de COVID-19 (65,8 M\$), décrit en détail à la page 15.

Tableau A					
Budget 2020-2021					
Millions					
Enveloppe budgétaire	<i>Revenus moins dépenses avant les transferts interfonds</i>	<i>Transferts interfonds</i>	<i>Budget 2020-2021 Ne tient pas compte de la COVID-19</i>	<i>COVID-19 Hypothèses (détails p. 12)</i>	<i>2020-2021 Perspectives après la COVID-19</i>
	A	B	C	D	E
1. Fonds de fonctionnement	28,5 \$	(34,2)	(5,7) \$	(54,8) \$	(60,5) \$
2. Services auxiliaires	11,9	(10,3)	1,6	(11,0) \$	(9,4)
3. Fonds restreint – recherche	(1,0)	2,7	1,7		1,7
4. Fonds restreint – autres	(1,2)	(1,3)	(2,5)		(2,5)
5. Fonds d'immobilisations	(46,6)	43,1	(3,5)		(3,5)
6. Total	(8,4) \$	0	(8,4)	(65,8) \$	(74,2) \$
7. Variation de l'actif net			37,3		37,3
8. Prestations futures aux employés			10,4		10,4
9. Excédent des revenus sur les dépenses			39,3 \$	(65,8) \$	(26,5) \$

Fonds de fonctionnement

Dans l'ensemble, le fonds de fonctionnement présente un déficit pré-COVID-19 de 5,7 M\$, soit le montant soumis pour approbation. Nous prévoyons également un déficit de 54,8 M\$ post-COVID-19 entraîné par des pertes de revenus et des coûts supplémentaires. Cette estimation est approximative et sera mise à jour périodiquement d'ici septembre 2020.

L'Université d'Ottawa est fière de promouvoir le bilinguisme et le soutien aux groupes francophones, ce qui entraîne des coûts supplémentaires intégrés au budget de fonctionnement 2020-2021.

Les subventions de fonctionnement provinciales devraient être les mêmes que l'année précédente (320 M\$); ce poste n'a pas varié de manière significative depuis 2012-2013. Les droits de scolarité, en revanche, ont été réduits de 10 % en 2019-2020 et gelés en 2020-2021, ce qui a entraîné une autre perte de 45 M\$ à ce poste par rapport aux prévisions de décembre 2018. En 2020-2021 (avant la COVID-19), l'Université avait prévu une augmentation des inscriptions et estimé un total de 44 058 étudiants. Les droits de scolarité des étudiants internationaux sont exemptés de la réduction provinciale de 10 % et n'ont pas été augmentés en 2020-2021 pour les nouveaux étudiants internationaux de premier et de deuxième cycle. De plus, les coûts des droits de scolarité internationaux seront partiellement compensés par un nouveau programme de bourses et une augmentation de 0 % des droits des étudiants internationaux entrants.

Du côté des dépenses, il n'y a pas non plus de changement significatif en ce qui concerne les bourses et l'aide financière aux étudiants. Les salaires et les avantages sociaux ont été augmentés de 1 à 2 % pour 2020-2021, en raison soit d'obligations contractuelles, soit d'augmentations générales en fonction de la catégorie syndicale. Ces augmentations sont prévues au budget, leur coût total étant estimé à 11,3 M\$.

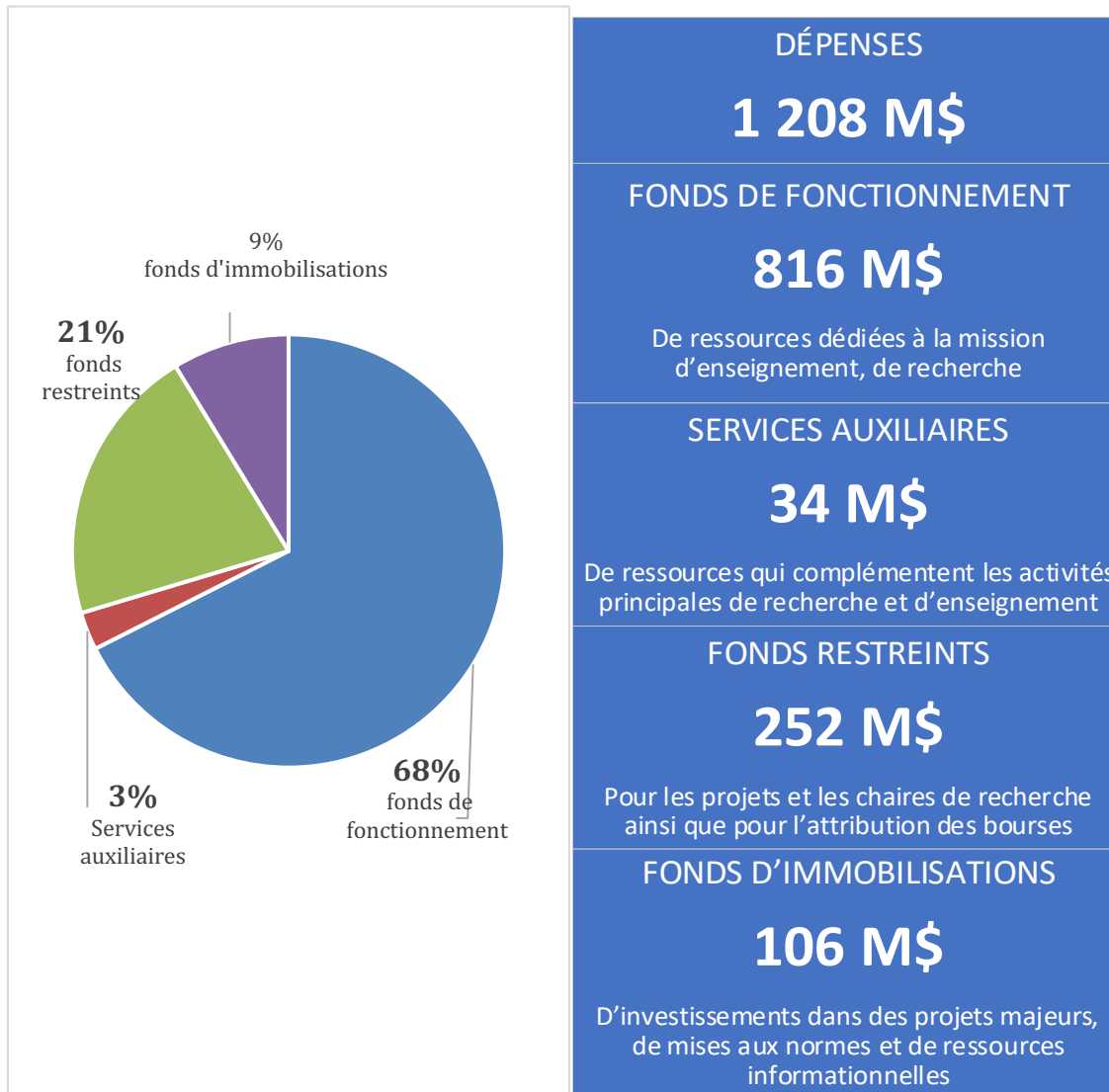
Tous les autres postes budgétaires ont subi de légères augmentations par rapport à l'année précédente pour tenir compte des besoins de fonctionnement de l'Université en 2020-2021.

Fonds de fonctionnement, perspectives et budgets (en milliers de dollars)

	2020-2021	2020-2021	2029-2020	Variations 2020-2021	
	Perspectives Après COVID-19	Budget Avant COVID-19	Budget	Perspectives et budget (\$)	(%)
REVENUS					
Subventions	321 174	319 590	319 753	1 584	0,50%
Droits de scolarité et autres frais	413 021	479 136	444 707	(66 115)	-13,80%
Revenus de placement	34 347	34 827	21 251	(480)	-1,38%
Ventes de marchandises et services	9 181	9 181	8 995	-	-
Logements étudiants				-	-
Dons	538	538	647	-	-
Autres	11 660	11 660	12 159	-	-
Total des revenus	789 921	854 932	807 512	(65 011)	-7,60%
DÉPENSES					
Salaires	482 206	487 633	467 822	(5 427)	-1,11%
Avantages sociaux	108 831	101 645	99 741	7 186	7,07%
Bourses et aide financière	64 288	71 403	69 126	(7 115)	-9,96%
Acquisitions des bibliothèques	17 413	17 413	16 696	-	-
Coûts des biens et services	32 199	31 272	34 246	927	2,96%
Entretien, réparations et services publics	32 206	32 604	29 447	(398)	-1,22%
Déplacements	3 595	8 987	8 482	(5 392)	-60,00%
Honoraires professionnels et services contractuels	34 049	34 049	31 781	-	-
Intérêts et frais bancaires	24 940	24 940	17 105	-	-
Ententes interinstitutionnelles	1 360	1 360	1 383	-	-
Autres	15 068	15 068	20 815	-	-
Total des dépenses	816 155	826 374	796 644	(10 219)	-1,24%
TRANSFERTS INTERFONDS	34 216	34 216	28 307	-	-
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS	(60 450)	(5 658)	(17 439)	(54 792)	

BUDGET TOTAL APRÈS LA COVID-19

Budget total de l'Université d'Ottawa



Impact de la COVID-19 sur le fonds de fonctionnement

Scénarios potentiels

Les droits de scolarité représentent plus de 50 % des revenus totaux du fonds de fonctionnement, mais la variation par rapport à l'exercice précédent est très imprévisible en raison de l'incertitude relative aux inscriptions d'étudiants canadiens et internationaux. Les hypothèses appliquées dans l'élaboration de ce budget, à savoir celles du scénario 2 comme le démontre tableau ci-dessous, correspondent aux prévisions pragmatiques élaborées avec des établissements semblables au nôtre.

Le scénario 2 prévoit une perte de 54,1 M\$ (11,3 %) des revenus en droits de scolarité.

Les hypothèses du nombre d'inscriptions après la COVID-19, qui ont une forte incidence sur les projections de revenus, reposent sur les variables suivantes :

- Directives de la Santé publique par rapport aux rassemblements
- Décisions des étudiants liées à leur état de préparation
- Décisions des étudiants liées à leur capacité de payer
- Restrictions quant aux voyages internationaux
- Restrictions quant aux déplacements interprovinciaux

En fonction des variables ci-dessus, les hypothèses budgétaires prennent en compte les impacts suivants sur les inscriptions :

- Inscriptions de nouveaux étudiants canadiens (-10 %)
- Inscriptions de nouveaux étudiants internationaux (-50 %)
- Inscriptions d'étudiants canadiens qui reprennent leurs études (-5 %)
- Inscriptions d'étudiants internationaux qui reprennent leurs études (-15 %)

Il est important de souligner que le scénario 1 prévoit 22 M\$ de plus que le scénario 2, et le scénario 3, 32 M\$ de moins. Si le scénario 1 ou le scénario 3 se concrétisait, les répercussions sur les revenus tirés des droits de scolarité seraient significatives.

Variables (F=faible, M=moyen, E=élevé)	1	2	3	4
<i>Directives de la Santé publique par rapport aux rassemblements</i>	F	F	M	E
<i>Décisions des étudiants liées à leur état de préparation</i>	F	F	M	E
<i>Décisions des étudiants liées à leur capacité de payer</i>	F	M	M	E
<i>Restrictions quant aux voyages internationaux</i>	F	M	E	E
<i>Restrictions quant aux déplacements interprovinciaux</i>	F	F	M	E
INCIDENCE SUR LES REVENUS TIRÉS DES DROITS DE SCOLARITÉ (\$)	32,000,000	54,156,000	86,410,186	119,266,232

SCÉNARIOS		1	2	3	4
Diminution du nombre d'inscriptions par rapport au plan					
Nouveaux admis	Canadiens	-5%	-10%	-15%	-20%
	Internationaux	-30%	-50%	-75%	-100%
Rentrants	Canadiens	-5%	-5%	-10%	-15%
	Internationaux	-5%	-15%	-25%	-35%
INCIDENCE SUR LES REVENUS TIRÉS DES DROITS DE SCOLARITÉ		32,000,000	54 156 000	86 410 186	119 266 232
INCIDENCE SUR LE NOMBRE D'INSCRIPTIONS (diminution prévue par rapport au plan)					
Nouveaux admis	Canadiens	-429	863	1 303	1 739
	Internationaux	-745	1 200	1 728	2 408
Rentrants	Canadiens	-1165	1 165	2 093	3 033
	Internationaux	-206	595	975	1 267

Revenus de placement

Les revenus de placement de l'exercice précédent s'élevaient à 21,2 M\$. On s'attend à ce que les pertes de revenus de placement non réalisées les plus élevées surviennent en 2019-2020; ces pertes seront comptabilisées en conséquence dans les états financiers annuels audités. Le budget de 2020-2021 est de 34,8 M\$ (avant la COVID-19), ce qui tient compte d'une augmentation principalement due aux fluctuations de la valeur du portefeuille (y compris la récente émission d'obligations de 300 M\$) et aux nouvelles prévisions de rendement des investissements. Un rendement du capital investi du portefeuille de placements à long terme de 6,0 % est prévu au budget.

Dépenses liées au régime de retraite

D'après le dépôt prévu de l'évaluation actuarielle en date du 1^{er} janvier 2020 :

- Lors du dernier dépôt de l'évaluation actuarielle (en date du 1^{er} janvier 2018), la cotisation de l'employeur s'élevait à 45 M\$.
- L'évaluation actuarielle est mise à jour annuellement pour assurer le suivi de la situation.
- La mise à jour de 2020 sera achevée en juin; la cotisation de l'employeur devrait osciller entre 51 M\$ et 53 M\$.
- Le budget 2020-2021 reflète une hausse de 8 M\$ des dépenses liées au régime de retraite.

Un dépôt de l'évaluation actuarielle en septembre 2020, basé sur une évaluation en date du 1^{er} janvier 2020, serait considéré comme volontaire ou anticipé.

- Une évaluation actuarielle doit être déposée tous les trois ans; le prochain dépôt doit être fait au plus tard en septembre 2021, d'après une évaluation au 1^{er} janvier 2021.
- Un dépôt basé sur une évaluation au 1^{er} janvier 2020 aurait pour effet de « bloquer » la contribution jusqu'au prochain dépôt, pour lequel la date limite passerait à 2023.

Fonds des services auxiliaires

Le budget des services auxiliaires est effectué en orientant leurs activités et leurs initiatives dans le but d'appuyer les objectifs de l'Université tout en maintenant une saine situation financière. Ils jouent un rôle primordial dans la qualité de la vie et de l'expérience étudiantes sur le campus.

Afin d'assurer leur viabilité financière, les activités des services auxiliaires se doivent d'être autosuffisantes, c'est-à-dire que chaque service doit générer des revenus suffisants pour couvrir ses dépenses de fonctionnement, ainsi que le coût de ses immobilisations et de leur remplacement sur une base cumulative.

L'Université offre les services auxiliaires suivants :

- Logement
- Services alimentaires
- Stationnement et transport durable
- Librairie
- Centre universitaire
- Congrès et réservations
- Presses de l'Université d'Ottawa

Services auxiliaires

Services auxiliaires, perspectives et budgets (en milliers de dollars)

	2020-2021 Perspectives Après COVID-19	2020-2021 Budget Avant COVID-19	2029-2020 Budget	Variations 2020-2021 Perspectives et budget	
				(\$)	(%)
REVENUS					
Subventions	410	410	382	-	-
Droits de scolarité et autres frais	353	1 112	1 107	(759)	-68,26%
Revenus de placement	4	4	5	-	-
Ventes de marchandises et services	9 760	13 947	13 763	(4 187)	-30,02%
Logements étudiants	19 244	26 307	25 337	(7 063)	-26,85%
Dons	5	5	5	-	-
Autres	5 262	5 262	4 970	-	-
Total des revenus	35 038	47 047	45 569	(12 009)	-25,53%
DÉPENSES					
Salaires	7 622	8 272	8 783	(650)	-7,86%
Avantages sociaux	1 611	1 709	1 412	(98)	-5,73%
Bourses et aide financière	4	4	7	-	-
Coûts des biens et services	3 357	3 357	7 809	-	-
Entretien, réparations et services publics	15 356	15 356	10 366	-	-
Déplacements	119	297	261	(178)	-59,93%
Honoraires professionnels et services contractuels	965	965	665	-	-
Intérêts et frais bancaires	1 289	1 289	1 404	-	-
Autres	3 887	3 887	3 850	-	-
Total des dépenses	34 210	35 136	34 557	(926)	-2,64%
TRANSFERTS INTERFONDS	10 257	10 257	9 883	-	-
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES (DES DÉPENSES SUR LES REVENUS)	(9 429)	1 654	1 129	(11 083)	

Fonds restreint – recherche

Selon les projections initiales pour 2020-2021, les revenus destinés à la recherche devaient être élevés (136 M\$), l'Université ayant entrepris la mise en œuvre de son plan stratégique *Transformation 2030*. Parmi les points forts, mentionnons le financement assuré des trois organismes subventionnaires (48 M\$ du CRSNG, des IRSC et du

CRSH). Alors que le financement annoncé par le gouvernement fédéral en 2018 continue de se déployer, les chercheurs en début de carrière réussissent à décrocher des subventions, et les chercheurs à mi-carrière et les chercheurs d'expérience ont de plus en plus de succès à obtenir de grosses subventions. L'Université continue de recruter des candidats exceptionnels pour son éventail croissant de chaires de recherche du Canada (89 chaires), misant principalement sur des recrues qui l'aident à atteindre ses cibles d'équité, de diversité et d'inclusion (EDI) (11 M\$). En outre, l'Université explore activement de nouvelles sources de revenus grâce à l'intensification de ses activités auprès de partenaires potentiels.

En ce qui concerne les grands projets d'infrastructure, l'année 2020-2021 tombe entre deux grands concours de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) et du Fonds pour la recherche en Ontario (FRO) – Infrastructure de recherche. Pour cette raison, les revenus prévus sont inférieurs à ceux attendus au cours d'une année où les grands projets sont attribués. Les prévisions pour l'exercice 2020-2021 comprennent des réserves pour les paiements effectués par la FCI et le programme d'infrastructure de la recherche du FRO pour les projets en cours et ceux qui devraient être en cours pendant l'exercice 2020-2021 (4,33 M\$ combinés). En outre, l'Université s'attend à obtenir 1,76 M\$ de plus pour le fonctionnement et l'entretien de son portefeuille d'infrastructures par l'entremise du Fonds d'exploitation des infrastructures de la FCI. Un montant supplémentaire de 979 000 \$ est attendu de divers programmes du FRO (Excellence en recherche, Projets de recherche appliquée à grande échelle). Enfin, une entente de contribution aux infrastructures conclue avec le Conseil national de recherches du Canada rapportera un supplément de 988 000 \$.

Compte tenu de la pandémie de COVID-19, les revenus des trois organismes et de la FCI demeureront sûrs, mais on s'attend à des baisses du financement du gouvernement fédéral, du secteur privé et des fondations et associations du domaine de la recherche médicale de l'ordre de 10 à 12 M\$. Ces baisses de revenus seront compensées par une diminution des dépenses.

Fonds restreint – autres

Les subventions de recherche et les contrats prévus au budget 2020-2021 s'élèvent à 72,1 M\$ et représentent 73,4 % du total des revenus du fonds restreint – autres comparativement à 72,0 M\$ et 72,0 % en 2019/20.

Les revenus de placement proviennent majoritairement de la distribution de 3,5 % des revenus de placement gagnés sur les fonds dotés et qui peuvent être dépensés.

L'Université protège le pouvoir d'achat futur de ses dotations en désignant une partie de son rendement annuel gagné par les dotations. Conséquemment, l'Université a institué comme principe de fixer le montant des revenus pouvant être dépensés à 3,5 % de la juste valeur moyenne du fonds au cours des douze derniers trimestres. Le but de cette politique est de permettre à l'Université de distribuer un montant constant de revenu de dotations sur une base annuelle, quel que soit le revenu de placement gagné à la fin de l'année financière.

Les dépenses du fonds restreint – autres comprennent, des dépenses salariales, des bourses, et des paiements pour les ententes interinstitutionnelles. Les dépenses du fonds restreint – autres sont directement reliées aux activités financées par le donateur, et n'incluent aucun coût indirect.

Fonds d'immobilisation

Le budget 2020-2021 du fonds d'immobilisation poursuit l'orientation de l'Université de renouvellement et de mise à niveau de ses infrastructures qui sont critiques à sa mission d'enseignement et de recherche.

Le total des projets en capital prévu au cours du prochain exercice s'élève à 105,6 M\$ avant un mécanisme d'atténuation de 3,9 M\$. Parmi les projets majeurs nous retrouvons le début des travaux de construction pour une nouvelle tour au 200, avenue Lees ainsi que la nouvelle tour au campus Roger-Guindon, pour un coût total de 48,5 M\$. La valeur totale de ces travaux est estimée à 250 M\$ et s'étalera sur plus d'un exercice financier. Parallèlement à ces travaux majeurs, la mise à niveau des espaces occupés par les services vétérinaires et animaliers qui devait débiter en 2018-2019 a été reportée en 2020-2021 pour une dépense prévue de 10 M\$. Le solde de 47,1 M\$ sera consacré à la construction et rénovation de locaux de recherche financés partiellement par la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) et aux besoins immédiats du parc immobilier.

Le financement de ces travaux sera assuré de la façon suivante, l'utilisation d'apports en capital reportés de \$18.7M, une subvention en capital attendue de \$4M (FRP), l'utilisation des débentures pour 29,8 M\$ ainsi qu'une contribution en provenance du fonds d'opération pour le Programme d'amélioration du parc

immobilier (PAPI) pour un montant de 20 M\$. Le solde de 33,1 M\$ proviendra des diverses réserves en capital incluant des services auxiliaires ainsi que de subventions en provenance de la FCI. À l'heure actuelle, aucun changement n'est prévu au budget suite aux impacts de COVID-19. Il y aurait une possibilité d'un retard si une seconde interruption des services présentiels durant l'année 2020.

(en milliers de dollars)

Projets	Provenance du financement				Total
	Fonctionnement	Services auxiliaires	Restreint - Recherche	Immobilisations	
Projet Top Shelf (200 Lees \$28.5M + RGN Research Tower \$20M)				48,500	48,500
Financement en provenance de:					
Débitures \$29.8M					
Apports reportés en capital \$18.7M					
Projets PAPI (Animalerie \$10M et autres projets \$47M)					
Financement en provenance de:					
Contribution PAPI	20,000				20,000
Enveloppe 3 de certains projets	550				550
Subvention en capital (Facilities Renewal Program)				4,000	4,000
Réserve en capital				1,865	1,865
Réserves en capital des auxiliaires				2,450	2,450
Prêts de la réserve en capital				1,350	1,350
Contribution CFI - externe			6,428		6,428
Contribution CFI - portion uOttawa	4,017				4,017
Financement reporté des années antérieures				16,340	16,340
Total	24,567	0	6,428	74,505	105,550

Un examen du PAPI a décelé une baisse de 3,9 M\$ en raison de retards de construction, ce qui donne un total révisé de 101,7 M\$ (105,6 M\$ moins 3,9 M\$).

Tableau B – Impact financier de la COVID-19

Ce tableau présente le détail des coûts estimés attribuables à la COVID-19; les chiffres présentés sont des estimations et pourraient changer.

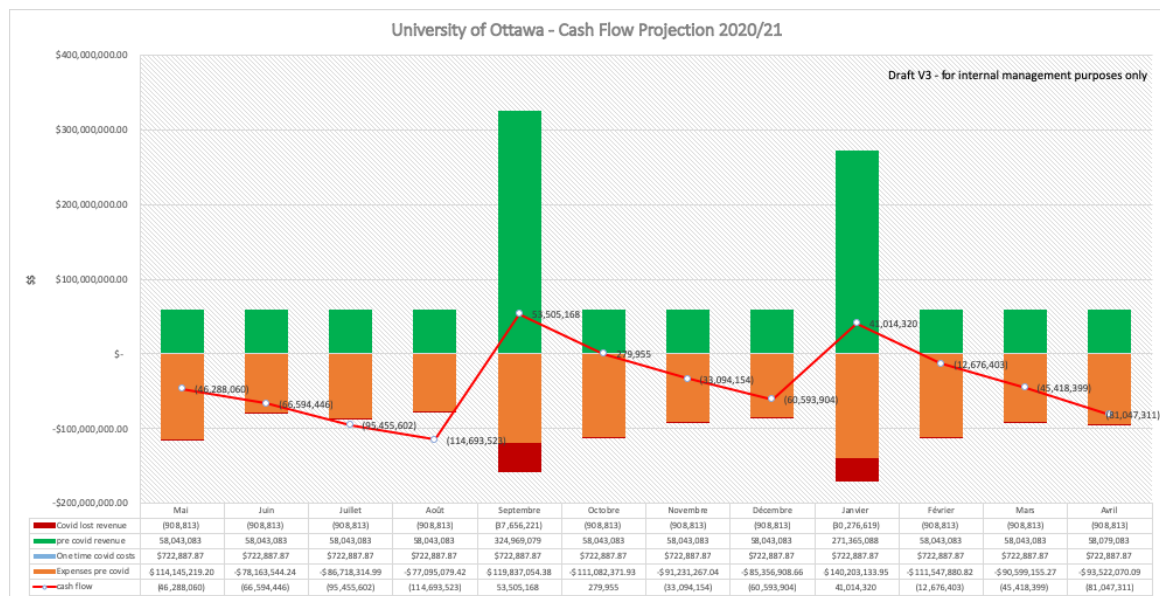
	Fonds de fonctionnement	Services auxiliaires
Revenus		
Subventions	1 584	
Droits de scolarité et autres frais		
Droits scolarité (# d'étudiants)	(54 156)	
Droits scolarité (tarif internationaux)	(5 518)	
Droits accessoires (sports, COOP, UCU & autres)	(6 306)	(759)
Droits administratifs (frais de retard)	(135)	
Revenus de placement		
Droits administratifs intérêts sur comptes étudiants	(480)	
Ventes de marchandise et de services		
Services alimentaires		(797)
Congrès et réservations		(362)
Stationnement		(3 028)
Logement étudiant		(7 063)
Total des revenus	(65 011)	(12 009)
Dépenses		
Salaires et avantages sociaux (gel partiel des embauches)	(6 900)	(748)
Avantages sociaux (régime de retraite)	8 000	
Bourses et aide financière	(7 115)	
Budget supplémentaire SAEA	1 586	
Services publics (campus fermé jusqu'au 30 juin)	(398)	
Déplacements	(5 392)	(178)
Total des dépenses	(10 219)	(926)
Revenus moins Dépenses avant les transferts interfonds	(54 792)	(11 083)

Liquidités

Le tableau ci-dessous présente une prévision des flux de trésorerie; on y voit le budget mensuel des revenus (barre verte), des dépenses (barre orange) et des impacts de la COVID-19 (barre rouge), selon la méthode de la comptabilité de trésorerie, ainsi que le solde de trésorerie mobile (ligne rouge). Selon les hypothèses actuelles, on prévoit un solde de trésorerie déficitaire de 81,0 M\$ à la fin de l'exercice.

L'Université maintient un solde de trésorerie de 10 M\$ dans le compte bancaire et dispose de 259 M\$ supplémentaires en placements à court terme, plus 50 M\$ en placements à long terme. Ces 259 M\$ excluent les 300 M\$ liés à la récente émission d'obligations, fonds qui sont réservés au projet Top Shelf.

L'Université dispose donc de liquidités suffisantes pour fonctionner l'année prochaine, selon les prévisions actuelles.



Mécanismes d'atténuation

La solution pour surmonter les obstacles financiers à venir sera réfléchiée et fondée sur des perspectives économiques plus concrètes. À l'heure actuelle, on constate une grande instabilité des variables et autres facteurs, particulièrement en ce qui concerne le nombre d'inscriptions d'étudiants, qui génèrent environ la moitié des revenus de fonctionnement de l'Université. Il faut donc appliquer des mesures méthodiques et délibérées; être trop brusque à ce stade-ci, en se fiant aux hypothèses actuelles, pourrait avoir des conséquences politiques et une incidence sur les ressources à long terme.

Dans cette optique, l'administration fait preuve de prudence tout en surveillant attentivement la situation.

Néanmoins, l'administration a pris diverses mesures dans l'intervalle pour atténuer les risques financiers, tels que l'augmentation des revenus, la mise en œuvre de gels d'embauche, une réduction de la masse salariale pour les postes non académiques et les autres dépenses (avant la COVID-19). D'autres mesures sont actuellement à l'étude et seront mises en place si nécessaire.

Conclusion

Étant donné les renseignements contenus dans ce document, l'administration de l'Université d'Ottawa continuera à s'informer et à suivre l'évolution de la situation afin de s'y adapter avec agilité. Des comptes seront rendus à tous les niveaux de l'organisation et divers rapports faits à différentes parties prenantes. En ce qui concerne la transparence de l'information et de la prise de décision, l'administration communiquera régulièrement avec le Comité des finances pour le tenir au courant et lui faire part de ses prévisions. De plus, l'administration soumettra en septembre des hypothèses mises à jour et toute révision budgétaire connexes au Comité des finances et de trésorerie ainsi qu'au Bureau des gouverneurs.